# La COP28 d'accord pour en finir avec les fossiles - mais pas trop vite

***La COP28 a évité l'échec, au terme d'une nuit blanche de négociation. L'accord mentionne la « transition hors des énergies fossiles ». Mais sans date ni obligation.***

Dubaï (Émirats arabes unis), reportage le 13 décembre 2023

**Reporterre** par Valéry Laramée de Tannenberg

https://reporterre.net/La-COP28-d-accord-pour-en-finir-avec-les-fossiles-mais-pas-trop-vite

La salle éclate en applaudissements. Le président de la COP28, Sultan Al Jaber, a frappé le coup de marteau signifiant qu'un accord était adopté.

Au terme d'une folle journée de mardi, cadencée par les séances plénières, les réunions bilatérales, les rumeurs, la présidence a proposé tôt le matin une nouvelle version du projet de décision. ll a été adopté au cours de la séance plénière qui s'est achevée à 11 heures (heure de Dubaï). Pour la première fois dans un accord issu d'une de ces COP, le texte appelle à une *« transition hors des énergies fossiles »*. La formulation tient en quelques lignes qui ont été rédigées mot à mot au cours d'âpres négociations nocturnes : le texte appelle les États à *« opérer une transition hors des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques* [transitioning away from fossil fuels in energy systems]*, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action au cours de cette décennie cruciale afin d'atteindre le niveau zéro d'ici 2050 »* (article 28).

Les objectifs consensuels sont bien là : triplement des capacités de production mondiale des énergies renouvelables (électriques et biomasse) entre 2023 et 2030, doublement du rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique (qui passerait donc à 4 %/an). Plus délicat, étant donné la place que pèse encore le charbon dans de nombreux pays, notamment en Asie, l'accélération de la diminution du nombre de centrales au charbon non équipées de systèmes de captage.

Les secteurs du fret maritime et du transport aérien ne sont pas oubliés : il leur est recommandé d'utiliser des carburants bas et zéro carbone bien avant ou aux alentours de 2050.

L'accord emploie une formule alambiquée à propos de la sortie des énergies fossiles : les États pétroliers s'opposaient jusque là à cette idée, d'où le blocage de la négociation les jours derniers). Elle suggère d'accélérer la décarbonation des systèmes énergétiques de sorte qu'ils atteignent la neutralité carbone au mitan du siècle. Cela peut s'interpréter comme une sortie progressive des énergies fossiles ; laquelle devra se faire *« orderly »* et de manière équitable. Traduction : chacun pourra le faire à son rythme et selon ses méthodes, sans aucune contrainte.

Pour aider les décideurs à décarboner leur bouquet énergétique, la présidence émirienne a aussi proposé une série de modes de production d'énergie labellisés *« bas carbone »* : renouvelables et nucléaire (l'inclusion de l'énergie nucléaire dans l'accord est une victoire pour le gouvernement français !). Le texte mentionne aussi des technologies d'extraction du $CO_2$, telle que le captage-stockage géologique (CSC) et l'hydrogène *« bas carbone »*. Elles ne devront être utilisées que pour les secteurs industriels difficiles à décarboner : sidérurgie et cimenterie en tête.

Autre point notable, à l'attention des producteurs de gaz et de système de climatisation : il faudra accélérer *« de manière substantielle »* la baisse des émissions de gaz à effet de serre autres que le gaz carbonique. Comprendre : le méthane (principal composant du gaz naturel) et les fluides frigorigènes qui comptent parmi les gaz à effet de serre les plus puissants qui soient.

Les transports routiers ne sont pas oubliés : ils devront, eux aussi, abattre leurs rejets carbonés. Et en la matière, la voie est toute tracée pour l'électrification du parc automobile mondial. En pointe dans ce domaine, la Chine et l'Europe sont aux anges.

Déjà présent dans les précédentes versions, le couplet sur la fin des *« subventions aux énergies fossiles inefficaces »*, dès que possible, est toujours là. Et l'on ignore toujours leur définition précise. Pourront être maintenues, en revanche, les aides publiques aux précaires énergétiques et à la transition énergétique *« juste »*.

Un paragraphe qui *« reconnaît que l'utilisation transitoire »* de carburants ou combustibles fossiles peut jouer un rôle dans la transition énergétique et le renforcement de la sécurité d'approvisionnement a été ajoutée à la demande du Groupe Afrique dont de nombreux États membres privilégient leur développement, quitte à consommer leurs hydrocarbures, à la baisse des émissions. Cette position a notamment été défendue par Adonia Ayebare, chef de la délégation ougandaise.

## Les pays en développement ont besoin de plus de 200 milliards de dollars par an pour s'adapter au réchauffement

Le texte consacre un chapitre à l'adaptation, sujet majeur pour les pays en développement. Il appelle les gouvernements à accroître leurs ambitions, à réduire les risques de ruptures d'approvisionnement en eau. Ce qui suppose de développer une agriculture résiliente aux effets du réchauffement. Novateur, le texte appelle les pouvoirs publics à se pencher sur les conséquences sanitaires du réchauffement, notamment dans les populations défavorisées.

Il appelle aussi les gouvernements à se doter de plans nationaux d'adaptation. Ces documents devraient mentionner les risques inhérents à chaque pays et les outils mis en œuvre pour y faire face. Il n'y a pas d'urgence : la première échéance est fixée à 2030.

*« Regrettant »* que les pays occidentaux n'aient pas tenu leur promesse de verser 100 milliards de dollars par an, entre 2020 et 2023, aux nations les plus vulnérables, le texte appelle les pays les plus développés à accroître leurs soutiens pour financer l'adaptation des pays en développement. Leurs besoins sont déjà importants : entre 215 et 387 milliards de dollars par an jusqu'à 2030.

« Ce n'est pas une décision historique »

Dès le début de la matinée, le projet de décision avait reçu le soutien de l'Union européenne. Ce projet apporte des améliorations *« conséquentes »*, estimait le chef des négociateurs de l'UE, Wopke Hoekstra, pour qui *« c'est le début de la fin des énergies fossiles »*.

De son côté, l'Arabie Saoudite a entraîné avec elle les autres pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). La plupart des membres du Groupe Afrique étaient, eux aussi, favorables à la version finale. Mais les ONG environnementales voient l'accord en demi-teinte. *« C'est un signal important que toutes les énergies fossiles soient citées dans le texte mais cela n'est pas encore la décision historique dont les populations, notamment les plus vulnérables, ont besoin. Les négociations ne peuvent plus ignorer les avertissements lancinants que nous avons entendus ces derniers jours de la part des représentants des petits États insulaires »*, indiquait Gaïa Febvre, responsable des politiques internationales au Réseau Action Climat.

D'autres groupes étaient moins enclins à le signer des deux mains. S'exprimant au nom du Coalition de la Haute Ambition (HAC), le ministre du climat de l'Irlande a estimé que *« tout le monde a des problèmes avec ce texte. »* Un point de vue partagé par la Zambie, le Bangladesh, le Brésil, les États-Unis et le Canada.

Mais l’échec n’était pas envisageable. Tout le monde a donc approuvé. Entérinant le début de la fin des énergies fossiles...